

TREATY SERIES. No. 4.

1894.

INTERNATIONAL SANITARY CONVENTION

SIGNED AT DRESDEN, APRIL 15, 1893,

AND

PROTOCOL RECORDING ACCESSION OF GREAT BRITAIN,
JULY $\frac{13}{15}$, 1893.

Ratifications deposited at Berlin, February 1, 1894.

*Presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty,
March 1894.*

L O N D O N :
PRINTED FOR HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE,
BY HARRISON AND SONS, ST. MARTIN'S LANE,
PRINTERS IN ORDINARY TO HER MAJESTY.

And to be purchased, either directly or through any Bookseller, from
EYRE & SPOTTISWOODE, East Harding Street, Fleet Street, E.C., and
32, Abingdon Street, Westminster, S.W.; or
JOHN MENZIES & Co., 12, Hanover Street, Edinburgh, and
90, West Nile Street, Glasgow; or
HODGES, FIGG'S, & Co., Limited, 104, Grafton Street, Dublin.

INTERNATIONAL SANITARY CONVENTION
SIGNED AT DRESDEN, APRIL 15, 1893,
AND PROTOCOL RECORDING ACCESSION
OF GREAT BRITAIN, JULY $\frac{13}{15}$, 1893.

Ratifications deposited at Berlin, February 1, 1894.

CONVENTION.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE, AU NOM DE L'EMPIRE ALLEMAND; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'AUTRICHE, ROI DE BOHÈME, &c., &c., ET ROI APOSTOLIQUE DE HONGRIE; SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE; SON ALTESSE ROYALE LE GRAND-DUC DE LUXEMBOURG; SON ALTESSE LE PRINCE DE MONTÉNÉGR0; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS ET EN SON NOM SA MAJESTÉ LA REINE-RÉGENTE DU ROYAUME; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES; LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE,

Ayant décidé d'établir des mesures communes pour sauvegarder la santé publique en temps d'épidémie cholérique, sans apporter d'entraves inutiles aux transactions commerciales et au mouvement des voyageurs, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE, M. le Comte Charles de Dönhoff, son Conseiller Intime Actuel et son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Dresde; M. Hopf, son Conseiller Intime Supérieur de Régence au Département de l'Intérieur; M. le Chevalier de Landmann, Conseiller Supérieur de Régence au Ministère Royal de l'Intérieur de Bavière; M. de Criegern, Conseiller Intime de Régence au Ministère Royal de l'Intérieur de Saxe; M. le Dr. Koch, Professeur à l'Université Royale de Berlin, son Conseiller Intime de Médecine, Membre Extraordinaire de l'Office Sanitaire Impérial; M. le Dr. Lehmann, son Conseiller de Légation au Département des Affaires Étrangères;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'AUTRICHE, ROI DE BOHÈME, &c., &c., ET ROI APOSTOLIQUE DE HONGRIE, M. Hengelmüller de Hengervár, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Rio de Janeiro; M. le Chevalier de Gsiller, son Consul-Général, Délégué à la Commission Européenne du Danube; M. le Chevalier Dr. Kusý, Conseiller au Ministère Impérial Royal de l'Intérieur à Vienne; M. le Dr. Alexandre de Faschó-Moys, Conseiller au Ministère Royal Hongrois de l'Intérieur à Buda-Pesth; M. de Ebner, Conseiller de Section au Ministère Impérial Royal du

Commerce à Vienne; M. Charles de Vajkay, Ingénieur Supérieur des Chemins de Fer de l'État Hongrois;

Sa Majesté le Roi des Belges, M. E. Beco, Secrétaire-Général du Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie, et des Travaux Publics;

Le Président de la République Française, M. Camille Barrère, Ministre Plénipotentiaire de Première Classe, Chargé d'Affaires de France à Munich; M. le Professeur Brouardel, Doyen de la Faculté de Médecine de Paris, Membre de l'Institut, Président du Comité Consultatif d'Hygiène Publique; M. le Professeur Proust, Membre de l'Académie de Médecine, Inspecteur-Général des Services Sanitaires;

Sa Majesté le Roi d'Italie, M. le Comte Curtopassi, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Bucarest; le Commandeur Pagliani, Docteur en Médecine, Professeur d'Hygiène à la Faculté de Médecine, Directeur de la Santé Publique, au Ministère de l'Intérieur;

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, M. le Comte H. E. V. de Villers, son Chargé d'Affaires à Berlin;

Son Altesse le Prince de Monténégro, M. Hengelmüller de Hengervár, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Roi Apostolique de Hongrie;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et en son nom Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume, M. L. H. Ruysenaers, son Ministre Résident; M. le Dr. Ruysch, Conseiller au Ministère de l'Intérieur;

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, M. Yonine, son Conseiller Privé et son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire;

Le Conseil Fédéral Suisse, M. le Colonel Dr. Roth, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Confédération Suisse près l'Empire Allemand; M. le Dr. F. Schmid, Chef du Bureau Sanitaire Fédéral;

Lesquels, ayant échangé leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:—

I.

En ce qui concerne la prophylaxie internationale applicable aux voyageurs et aux marchandises:

Seront appliquées désormais les mesures indiquées et précisées dans l'Annexe I de la présente Convention.

II.

En ce qui touche le régime sanitaire de l'embouchure du Danube (Bouche de Soulina):

Sont adoptées les dispositions consignées dans l'Annexe II.

III.

Les pièces ci-annexées ont la même valeur que si elles étaient incorporées dans la présente Convention.

IV.

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de la ratification. Elle sera renouvelée de cinq en cinq ans par tacite reconduction, sauf dénonciation, dans une période de six mois avant l'expiration de ce terme par l'une des Hautes Parties Contractantes.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard du ou des pays qui l'auront notifiée. La Convention restera exécutoire pour les autres États. Les Hautes Parties Contractantes se réservent également la faculté de provoquer, par la voie des négociations diplomatiques, les modifications qu'elles jugeraient nécessaire d'introduire dans la Convention et ses Annexes.

La présente Convention sera ratifiée ; les ratifications en seront déposées à Berlin le plus tôt possible et au plus tard dans le délai de six mois à dater du 15 Avril, 1893.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait en dix exemplaires, à Dresde, le 15 Avril, 1893.

(L.S.)	Comte CHS. DE DÖNHOF.
(L.S.)	HOPF.
(L.S.)	ROBERT VON LANDMANN.
(L.S.)	FRIEDRICH VON CRIEGERN.
(L.S.)	R. KOCH.
(L.S.)	LEHMANN.
(L.S.)	HENGELMÜLLER.
(L.S.)	GSILLER.
(L.S.)	DR. EM. KUSÝ.
(L.S.)	FASCHO-MOYS.
(L.S.)	EBNER.
(L.S.)	VAJKAY.
(L.S.)	E. BECO.
(L.S.)	CAMILLE BARRÈRE.
(L.S.)	P. BROUARDEL.
(L.S.)	A. PROUST.
(L.S.)	Comte CURTOPASSI.
(L.S.)	L. PAGLIANI.
(L.S.)	H. DE VILLERS.
(L.S.)	HENGELMÜLLER.
(L.S.)	L. H. RUYSSENAERS.
(L.S.)	DR. RUYSCH.
(L.S.)	YONINE.
(L.S.)	ROTH.
(L.S.)	DR. SCHMID

ANNEXES À LA CONVENTION.

Annexe I.

Titre I.—*Mesures destinées à tenir les Gouvernements Signataires de la Convention au courant de l'état d'une Épidémie de Choléra, ainsi que des moyens employés pour éviter sa propagation et son importation dans les endroits indemnes.*

Notification et Communications ultérieures.

Le Gouvernement du pays contaminé doit notifier aux divers Gouvernements l'existence d'un foyer cholérique. Cette mesure est essentielle.

Elle n'aura de valeur réelle que si celui-ci est prévenu lui-même des cas de choléra et des cas douteux survenus sur son territoire. On ne saurait donc trop recommander aux divers Gouvernements la déclaration obligatoire des cas de choléra par les médecins.

L'objet de la notification sera l'existence d'un foyer cholérique, l'endroit où il s'est formé, la date du début de ce foyer, le nombre des cas constatés cliniquement et celui des décès. Les cas restés isolés ne feront pas nécessairement l'objet d'une notification.

La notification sera faite aux Agences Diplomatiques ou Consulaires dans la capitale du pays contaminé. Pour les pays qui n'y sont pas représentés, la notification sera faite directement par télégraphe aux Gouvernements étrangers.

Cette première notification sera suivie de communications ultérieures données d'une façon régulière de manière à tenir les Gouvernements au courant de la marche de l'épidémie. Ces communications se feront au moins une fois par semaine.

Les renseignements sur le début et sur la marche de la maladie devront être aussi complets que possible. Ils indiqueront plus particulièrement les mesures prises en vue de combattre l'extension de l'épidémie. Ils devront préciser les mesures prophylactiques adoptées relativement :—

- A l'inspection sanitaire ou à la visite médicale,
- A l'isolement,
- A la désinfection,

et les mesures prescrites au point de vue du départ des navires et de l'exportation des objets susceptibles.

Il est entendu que les pays limitrophes se réservent de faire des arrangements spéciaux en vue d'organiser un service d'informations directes entre les Chefs des Administrations des frontières.

Le Gouvernement de chaque État sera tenu de publier **immédiatement les mesures qu'il croit devoir prescrire au sujet des**

provenances d'un pays ou d'une circonscription territoriale contaminée.*

Il communiquera aussitôt cette publication à l'Agent Diplomatique ou Consulaire du pays contaminé, résidant dans sa capitale. A défaut d'Agence Diplomatique ou Consulaire dans la capitale, la communication se fera directement au Gouvernement du pays intéressé.

Il sera tenu également de faire connaître par les mêmes voies le retrait de ces mesures ou les modifications dont elles seraient l'objet.

Titre II.—Conditions dans lesquelles une Circonscription territoriale doit être considérée comme contaminée ou saine.

Est considérée comme contaminée toute circonscription où a été constatée officiellement l'existence d'un foyer de choléra.

N'est plus considérée comme contaminée toute circonscription dans laquelle un foyer a existé, mais où, après constatation officielle, il n'y a eu ni décès, ni cas nouveau de choléra depuis cinq jours, à condition que les mesures de désinfection nécessaires aient été exécutées.

Les mesures préventives seront appliquées au territoire contaminé à partir du moment où le début de l'épidémie aura été officiellement constaté.

Ces mesures cesseront d'être appliquées dès qu'il aura été officiellement constaté que la circonscription est redevenue saine.

Ne sera pas considéré comme donnant lieu à l'application de ces mesures le fait que quelques cas isolés, ne formant pas foyer, se sont manifestés dans une circonscription territoriale.

Titre III.—Nécessité de limiter aux Circonscriptions territoriales contaminées les mesures destinées à empêcher la propagation de l'Épidémie.

Pour restreindre les mesures aux seules régions atteintes, les Gouvernements ne doivent les appliquer qu'aux provenances des circonscriptions contaminées.

Mais cette restriction limitée à la circonscription contaminée ne devra être acceptée qu'à la condition formelle que le Gouvernement du pays contaminé prenne les mesures nécessaires pour prévenir l'exportation des objets susceptibles provenant de la circonscription contaminée.

* On entend par le mot "circonscription" une partie de territoire d'un pays placé sous une autorité administrative bien déterminée, ainsi : une province, un "gouvernement," un district, un département, un canton, une île, une commune, une ville, un village, un port, un polder, &c., quelles que soient l'étendue et la population de ces portions de territoire.

Quand une circonscription est contaminée, aucune mesure restrictive ne sera prise contre les provenances de cette circonscription, si ces provenances l'ont quitté cinq jours au moins avant le début de l'épidémie.

Titre IV.—*Marchandises ou Objets susceptibles envisagés au point de vue des défenses d'Importation ou de Transit—et de la Désinfection.*

I.—*Importation et Transit.*

Les seuls objets ou marchandises susceptibles, qui peuvent être prohibés à l'entrée, sont :—

1. Les linges de corps, hardes et vêtements portés (effets à usage) ; les literies ayant servi.

Lorsque ces objets sont transportés comme bagages ou à la suite d'un changement de domicile (effets d'installation), ils sont soumis à un régime spécial.

2. Les chiffons et drilles.

Ne doivent pas être interdits : (a) les chiffons comprimés par la force hydraulique, qui sont transportés comme marchandises en gros, par ballots cerclés de fer et portant des marques et des numéros d'origine acceptés par l'autorité du pays de destination ; (b) les déchets neufs, provenant directement d'ateliers de filature, de tissage, de confection, ou de blanchiment ; les laines artificielles ("kunstwolle," "shoddy"), et les rognures de papier neuf.

Le transit des marchandises ou objets susceptibles, emballés de telle façon qu'ils ne puissent être manipulés en route, ne doit pas être interdit.

De même, lorsque les marchandises ou objets susceptibles sont transportés de telle façon qu'en cours de route, ils n'aient pu être en contact avec des objets souillés, leur transit à travers une circonscription territoriale contaminée ne doit pas être un obstacle à leur entrée dans le pays de destination.

Les marchandises et objets susceptibles ne tomberont pas sous l'application des mesures de prohibition à l'entrée, s'il est démontré à l'autorité du pays de destination qu'ils ont été expédiés cinq jours au moins avant le début de l'épidémie.

Il n'est pas admissible que les marchandises puissent être retenues en quarantaine, aux frontières de terre. La prohibition pure et simple ou la désinfection sont les seules mesures qui puissent être prises.

II.—*Désinfection.*

Bagages.—La désinfection sera obligatoire pour le linge sale, les hardes, vêtements, et objets qui font partie de bagages ou de mobiliers (effets d'installation), provenant d'une circonscription territoriale déclarée contaminée et que l'autorité Sanitaire locale considérera comme contaminés.

Marchandises.—La désinfection ne sera appliquée qu'aux marchandises et objets que l'autorité Sanitaire locale considérera comme contaminés, ou à ceux dont l'importation peut être défendue.

Il appartient à l'autorité du pays de destination de fixer le mode et l'endroit de la désinfection.

La désinfection devra être faite de manière à ne détériorer les objets que le moins possible.

Il appartient à chaque État de régler la question relative au paiement éventuel de dommages-intérêts résultant d'une désinfection.

Les lettres et correspondances, imprimés, livres, journaux, papiers d'affaires, &c. (non compris les colis-postaux) ne seront soumis à aucune restriction ni désinfection.

Titre V.—*Mesures à prendre aux Frontières terrestres. Service des Chemins de Fer. Voyageurs.*

Les voitures affectées au transport des voyageurs, de la poste, et des bagages ne peuvent être retenues aux frontières.

S'il arrive qu'une de ces voitures soit souillée, elle sera détachée du train pour être désinfectée, soit à la frontière, soit à la station d'arrêt la plus rapprochée, lorsque la chose sera possible.

Il en sera de même pour les wagons à marchandises.

Il ne sera plus établi de quarantaines terrestres.

Seuls, les malades cholériques et les personnes atteintes d'accidents cholériformes peuvent être retenus.

Il importe que les voyageurs soient soumis, au point de vue de leur état de santé, à une surveillance de la part du personnel des chemins de fer.

L'intervention médicale se bornera à une visite des voyageurs et aux soins à donner aux malades.

S'il y a visite médicale, elle sera combinée, autant que possible, avec la visite douanière, de façon que les voyageurs soient retenus le moins longtemps possible.

Dès que les voyageurs venant d'un endroit contaminé seront arrivés à destination, il serait de la plus haute utilité de les soumettre à une surveillance de cinq jours à compter de la date du départ.

Les mesures concernant le passage aux frontières du personnel des chemins de fer et de la poste sont du ressort des Administrations intéressées. Elles seront combinées de façon à ne pas entraver le service régulier.

Les Gouvernements se réservent le droit de prendre des mesures particulières à l'égard de certaines catégories de personnes, notamment envers :

(a.) Les bohémiens et les vagabonds.

(b.) Les émigrants et les personnes voyageant ou passant la frontière par troupes.

Titre VI.—*Régime spécial des Zones-Frontière.*

Le règlement du trafic-frontière et des questions inhérentes à ce trafic ainsi que l'adoption de mesures exceptionnelles de surveillance doivent être laissés à des arrangements spéciaux entre les États limitrophes.

Titre VII.—*Voies Fluviales. Fleuves, Canaux, et Lacs.*

On doit laisser aux Gouvernements des États riverains le soin de régler, par des arrangements spéciaux, le régime sanitaire des voies fluviales.

On recommande les Règlements Allemands édictés en 1892, dont l'application a donné de bons résultats.

Titre VIII.—*Partie Maritime.—Mesures à prendre dans les Ports.*

Est considéré comme *infecté* le navire qui a du choléra à bord ou qui a présenté des cas nouveaux de choléra depuis sept jours.

Est considéré comme *suspect* le navire à bord duquel il y a eu des cas de choléra au moment du départ ou pendant la traversée mais aucun cas nouveau depuis sept jours.

Est considéré comme *indemne*, bien que venant d'un port contaminé, le navire qui n'a eu ni décès ni cas de choléra à bord, soit avant le départ, soit pendant la traversée, soit au moment de l'arrivée.

Les navires infectés sont soumis au régime suivant :—

1. Les malades sont immédiatement débarqués et isolés ;
2. Les autres personnes doivent être également débarquées, si possible, et soumises à une observation, dont la durée variera selon l'état sanitaire du navire et selon la date du dernier cas, sans pouvoir dépasser cinq jours ;
3. Le linge sale, les effets à usage et les objets de l'équipage et des passagers, qui de l'avis de l'autorité Sanitaire du port, seront considérés comme contaminés, seront désinfectés, ainsi que le navire ou seulement la partie du navire qui a été contaminée.

Les navires suspects sont soumis aux mesures ci-après :—

1. Visite médicale ;
 2. Désinfection : Le linge sale, les effets à usage et les objets de l'équipage et des passagers, qui, de l'avis de l'autorité Sanitaire locale, seront considérés comme contaminés, seront désinfectés ;
 3. Évacuation de l'eau de la cale après désinfection et substitution d'une bonne eau potable à celle qui est emmagasinée à bord.
- Il est recommandé de soumettre à une surveillance, au point de vue de leur état de santé, l'équipage et les passagers pendant cinq jours à dater de l'arrivée du navire.

Il est également recommandé d'empêcher le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service.

Les navires indemnes seront admis à la libre pratique immédiate quelle que soit la nature de leur patente.

Le seul régime que peut prescrire à leur sujet l'autorité du port d'arrivée, consiste dans les mesures applicables aux navires suspects (visite médicale, désinfection, évacuation de l'eau de cale, et substitution d'une bonne eau potable à celle qui est emmagasinée à bord).

Il est recommandé de soumettre à une surveillance, au point de vue de leur état de santé, les passagers et l'équipage pendant cinq jours à compter de la date où le navire est parti du port contaminé.

Il est recommandé également d'empêcher le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service.

Il est entendu que l'autorité compétente du port d'arrivée pourra toujours réclamer un certificat attestant qu'il n'y a pas eu de cas de choléra sur le navire au port de départ.

L'autorité compétente du port tiendra compte, pour l'application de ces mesures, de la présence d'un médecin et d'un appareil de désinfection (étuve) à bord des navires des trois catégories susmentionnées.

Des mesures spéciales peuvent être prescrites à l'égard des navires encombrés, notamment des navires d'émigrants ou de tout autre navire offrant de mauvaises conditions d'hygiène.

Les marchandises arrivant par mer ne peuvent être traitées autrement que les marchandises transportées par terre, au point de vue de la désinfection et des défenses d'importation, de transit et de quarantaine. (Voir titre IV.)

Tout navire qui ne voudra pas se soumettre aux obligations imposées par l'autorité du port sera libre de reprendre la mer.

Il pourra être autorisé à débarquer ses marchandises, après que les précautions nécessaires auront été prises, à savoir :—

1. Isolement du navire, de l'équipage et des passagers ;
2. Évacuation de l'eau de la cale, après désinfection ;
3. Substitution d'une bonne eau potable à celle qui était emmagasinée à bord.

Il pourra également être autorisé à débarquer les passagers qui en feraient la demande à la condition que ceux-ci se soumettent aux mesures prescrites par l'autorité locale.

Chaque pays doit pourvoir au moins un des ports du littoral de chacune de ses mers d'une organisation et d'un outillage suffisants pour recevoir un navire, quel que soit son état sanitaire.

Les bateaux de cabotage feront l'objet d'un régime spécial à établir d'un commun accord entre les pays intéressés.

Certifié conforme à l'original :

Le Président :

(Signé) Comte CHS. DE DÖNHÖFF.

Les Secrétaires :

(Signé)

Baron DE FRIESEN.

MAX STÄVIE.

HENRY ALLIZÉ.

Comte N. SZÉCSEN.

Comte E. D'ARCO VALLEY.

Annexe II.

Mesures à prendre à l'égard des Navires provenant d'un Port contaminé et remontant le Danube.

En attendant que la ville de Soulina soit pourvue d'une bonne eau potable, les bateaux qui remontent le fleuve devront être soumis à une hygiène rigoureuse.

L'encombrement des passagers sera strictement interdit.

I.—*Mesures à prendre à Soulina.*

Les bateaux entrant en Roumanie par le Danube seront retenus jusqu'à la visite médicale et jusqu'à parachèvement des opérations de désinfection.

Les bateaux se présentant à Soulina devront subir, avant de pouvoir remonter le Danube, une ou plusieurs visites médicales sérieuses faites de jour. Chaque matin, à une heure indiquée, le médecin s'assurera de l'état de santé de tout le personnel du bateau et ne permettra l'entrée que s'il constate la santé parfaite de tout le personnel. Il délivrera au capitaine ou au batelier un passeport Sanitaire ou patente, ou certificat dont la production sera exigée aux garages ultérieurs.

Il y aura une visite chaque jour. La durée de l'arrêt à Soulina des navires non infectés ne dépassera pas trois jours. La désinfection des linges contaminés sera effectuée dès l'arrivée.

On substituera une eau potable de bonne qualité à l'eau douteuse qui pourrait être à bord.

L'eau de la cale sera désinfectée.

Les mesures qui viennent d'être indiquées ne seront applicables qu'aux provenances de ports qui sont le siège d'un foyer cholérique.

Il est bien entendu qu'un navire provenant d'un port non contaminé—c'est-à-dire d'un port qui n'est pas le siège d'un foyer—pourra, s'il ne veut pas être soumis aux mesures restrictives précédemment indiquées, ne pas accepter les voyageurs venant d'un port contaminé.

Il y a lieu de perfectionner à Soulina l'établissement Sanitaire, de le pourvoir de l'outillage moderne comme moyens de désinfection et de le compléter de façon à ce qu'on puisse débarquer et isoler les malades provenant d'un navire infecté, ainsi que les autres passagers.

II.—*Mesures à prendre sur les Bords du Fleuve.*

Des postes Sanitaires de moindre importance devront être installés sur les bords du fleuve de façon à pouvoir débarquer des malades s'il s'en trouve à bord ; les postes devront être pourvus de bonne eau potable et des moyens de désinfection nécessaires. Une

entente doit être établie à cet égard entre le Gouvernement Russe et le Gouvernement Roumain.

Un médecin sera attaché à chaque poste Sanitaire ou à chaque point de relâche important.

Dans chaque station, une chambre convenablement isolée devra être préparée.

Tous les bateaux subiront en passant devant ces postes la visite médicale. S'il y a des malades ou des suspects, ils seront débarqués et isolés.

Les autres personnes devront être également débarquées et isolées pendant cinq jours.

Les cabines, dortoirs, et autres endroits contaminés, le linge, les hardes, et objets souillés seront désinfectés; il en sera de même de la cale; une bonne eau potable sera substituée à l'eau douteuse du bord.

Pour les bateaux dans lesquels il n'y aura ni malade ni suspect, on désinfectera les cabinets et la cale, et on substituera une bonne eau potable à celle qui est à bord et qui pourrait être mauvaise.

Après la visite médicale, on donnera au capitaine ou au chef de l'équipage un certificat indiquant les précautions qui ont été prises et les désinfections qui ont été effectuées; ce certificat précisera en outre le nombre des passagers et des hommes de l'équipage.

Ce certificat devra être présenté dans les différents postes.

Lorsque le bateau abordera une nouvelle circonscription, il subira une nouvelle visite médicale.

La cale sera de nouveau désinfectée, à moins que l'eau ne renferme encore d'une façon non douteuse le mercure ou la chaux à l'état alcalin.

Certifié conforme à l'original :

Le Président :

(Signé) Comte CHS. DE DÖNHOF.

Les Secrétaires :

(Signé)

Baron DE FRIESEN.

MAX STÄVIE.

HENRY ALLIZÉ.

Comte N. SZÉCSEN.

Comte E. D'ARCO VALLEY.

(Translation.)

CONVENTION.

His Majesty the Emperor of Germany, King of Prussia, in the name of the German Empire; His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, &c., &c., and Apostolic King of Hungary; His Majesty the King of the Belgians; the President of the French Republic; His Majesty the King of Italy; His Royal Highness the Grand Duke of Luxemburg; His Highness

the Prince of Montenegro; Her Majesty the Queen of the Netherlands, and in her name the Queen-Regent of the Kingdom; His Majesty the Emperor of All the Russias; the Swiss Federal Council;

Having decided to establish in common measures for protecting public health during cholera epidemics without uselessly obstructing commercial transactions and passenger traffic, have named as their Plenipotentiaries, namely:—

His Majesty the Emperor of Germany, King of Prussia, in the name of the German Empire, Count Charles von Dönhoff, his Real Privy Councillor and Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Dresden; M. Hopf, his Superior Privy Councillor of Government in the Home Department; the Chevalier von Landmann, Superior Councillor of Government in the Home Department of Bavaria; M. von Criegern, Privy Councillor of Government in the Home Department of Saxony; Dr. Koch, Professor at the Royal University of Berlin, his Privy Councillor of Medicine, Extraordinary Member of the Imperial Sanitary Department; Dr. Lehmann, his Councillor of Legation in the Foreign Department.

His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, &c., &c., and Apostolic King of Hungary, M. Hengelmüller de Hengervár, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Rio de Janeiro; the Chevalier de Gsiller, his Consul-General, Delegate to the European Commission of the Danube; the Chevalier Dr. Kusý, Councillor in the Ministry of the Interior at Vienna; Dr. Alexander Faschó-Moys, Councillor in the Hungarian Ministry of the Interior at Buda-Pesth; M. de Ebner, Councillor of a Department in the Imperial-Royal Ministry of Commerce at Vienna; M. Charles de Vajkay, Superior Engineer of the Hungarian State Railways.

His Majesty the King of the Belgians, M. E. Beco, Secretary-General of the Ministry of Agriculture, Industry, and Public Works.

The President of the French Republic, M. Camille Barrère, Minister Plenipotentiary of the First Class, Chargé d'Affaires for France at Munich; Professor Brouardel, Dean of the Faculty of Medicine at Paris, Member of the Institute, President of the Consultative Committee of Public Hygiene; Professor Proust, Member of the Academy of Medicine, Inspector-General of Sanitary Services.

His Majesty the King of Italy, Count Curtopassi, his Envoy Extraordinary and Ministry Plenipotentiary at Bucharest; Commander Pagliani, Professor of Hygiene at the Faculty of Medicine, Director of the Department of Public Health in the Ministry of the Interior.

His Royal Highness the Grand Duke of Luxemburg, Count H. E. V. de Villers, his Chargé d'Affaires at Berlin.

His Highness the Prince of Montenegro, M. Hengelmüller de Hengervár, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the Emperor of Austria and Apostolic King of Hungary.

Her Majesty the Queen of the Netherlands, and, in her name, the Queen-Regent of the Kingdom, M. L. H. Ruysenaers, her Minister Resident; Dr. Ruysch, Councillor in the Ministry of the Interior.

His Majesty the Emperor of All the Russias, M. Yonine, his Privy Councillor, and his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

The Swiss Federal Council, Colonel Dr. Roth, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited by the Swiss Confederation to the German Empire; Dr. F. Schmid, Head of the Federal Sanitary Department.

Who, having exchanged their powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions:—

I.

As regards international preventive measures applicable to travellers and to merchandize:

The measures indicated and laid down in Annex I of the present Convention shall henceforth be applied.

II.

As regards the Sanitary Regulations at the mouth of the Danube (Sulina Mouth):

The provisions laid down in Annex II shall be applied.

III.

The documents annexed to the present Convention shall have the same force as if they were incorporated with it.

IV.

The present Convention shall have a duration of five years from the date of ratification. It shall be renewed from five years to five years, *ipso facto*, by absence of denunciation by the Contracting Parties (“par tacite reconduction, sauf dénonciation”) within six months of the expiration of that period.

The denunciation will take effect only as regards the country or countries denouncing the Convention. It will be binding on the remaining States. The High Contracting Parties reserve the right to propose, by the diplomatic channel, any alterations they may wish to make in the Convention.

The present Convention shall be ratified; the ratifications shall

be exchanged or deposited at Berlin as soon as possible, and at latest within six months from the 15th April, 1893.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed it and sealed it.

Done in ten copies at Dresden, the 15th April, 1893.

(L.S.)	Comte CHS. DE DÖNHOFF.
(L.S.)	HOPF.
(L.S.)	ROBERT VON LANDMANN.
(L.S.)	FRIEDRICH VON CRIEGERN.
(L.S.)	R. KOCH.
(L.S.)	LEHMANN.
(L.S.)	HENGELMÜLLER.
(L.S.)	GSILLER.
(L.S.)	DR. EM. KUSÝ.
(L.S.)	FASCHÓ-MOYS.
(L.S.)	EBNER.
(L.S.)	VAJKAY.
(L.S.)	E. BECO.
(L.S.)	CAMILLE BARRÈRE.
(L.S.)	P. BROUARDEL.
(L.S.)	A. PROUST.
(L.S.)	Comte CURTOPASSI.
(L.S.)	L. PAGLIANI.
(L.S.)	H. DE VILLERS.
(L.S.)	HENGELMÜLLER.
(L.S.)	L. H. RUYSSENAERS.
(L.S.)	DR. RUYSCH.
(L.S.)	YONINE.
(L.S.)	ROTH.
(L.S.)	DR. SCHMID.

True copy :

The President :

(Signed) Comte CHS. DE DÖNHOFF,

The Secretaries :

(Signed) Baron DE FRIESEN.
 MAX STÄVIE.
 HENRY ALLIZÉ.
 Comte N. SZÉCSEN.
 Comte E. D'ARCO VALLEY.

ANNEXES TO THE CONVENTION.

Annex I.

Chapter I.—*Measures for keeping the Governments Parties to the Convention informed of the progress of an Epidemic of Cholera, and of the means adopted to prevent its Spread and its Importation into healthy Districts.*

Notification and subsequent Communications.

THE Government of a contaminated country shall notify to the various Governments the existence of a cholera focus. This measure is essential.

It will be of no value unless the Government itself is made aware of cases of cholera and doubtful cases occurring in its territory. The obligatory notification of cases of cholera by doctors cannot be too strongly recommended to the various Governments.

The subject of the notification shall be the existence of a cholera focus, the place where it has appeared, the date of its commencement, the number of cases ascertained clinically, and the number of deaths. Isolated cases do not necessarily form the subject of a notification.

The notification shall be made to the Diplomatic or Consular Agencies in the capital of the contaminated country. In the case of countries not represented at the capital, the notification shall be made directly by telegraph to the foreign Governments.

This first notification shall be followed by subsequent communications, made regularly and in such manner as to keep the Governments informed as to the progress of the epidemic. These communications shall be made at least once a-week.

The information on the beginning and on the progress of the disease, shall be as full as possible. It shall show especially the measures taken to stop the spread of the epidemic. It shall state distinctly what preventive measures have been adopted in regard to:—

Sanitary or medical inspection,
Isolation,
Disinfection,

and the measures provided in the case of the departure of ships, and the exportation of susceptible goods.

It is understood that neighbouring countries may make special arrangements for the communication of information directly between the Heads of the frontier services.

The Government of each State shall immediately publish the

measures taken with regard to persons or things coming from a contaminated country or territorial district.*

The Government shall at once communicate this publication to the Diplomatic or Consular Agent of the contaminated country resident in the capital of the country where the publication is made. Should there be neither Diplomatic nor Consular Agency in the capital, the communication shall be made directly to the Government of the interested country.

The Government shall also make known in the same manner the withdrawal of the measures in question, or any alterations made in them.

Chapter II.—*Conditions under which a Territorial District shall be considered contaminated or healthy.*

A district is held to be contaminated when a cholera focus has been officially ascertained to exist within it.

A district in which a cholera focus has existed ceases to be held to be contaminated when it is officially ascertained that there has been no death from cholera and no new case for five days, provided always that the necessary measures of disinfection have been taken.

The preventive measures shall be applied to the contaminated territory from the moment the epidemic has been officially ascertained to exist.

These measures shall cease to be applied as soon as it is officially ascertained that the district is again healthy.

The fact that a few isolated cases, not constituting a cholera focus, have occurred in a district, does not involve the application of the measures in question.

Chapter III.—*Necessity of limiting to contaminated Districts the application of the Measures intended to prevent the spread of the Epidemic.*

To restrict the application of the measures to those districts alone which have been attacked, the Governments concerned should apply those measures solely to persons and goods from the contaminated districts.

But this limitation to the contaminated district should only be accepted on the formal condition that the Government of the contaminated country takes the measures necessary for preventing the exportation of susceptible objects from the contaminated district.

* By "district" is understood a portion of the territory of a country placed under a definite administrative authority, such as: a province, a "government," a district, a department, a canton, an island, a commune, a town, a village, a port, a "polder," &c., whatever may be the extent and the population of such portions of territory.

When a district is contaminated no restrictive measures shall be taken against persons and goods from such district, if they left it five days at least before the beginning of the epidemic.

Chapter IV.—*Merchandize or Goods which are to be considered as susceptible in view of prohibitions of Importation or of Transit—and of Disinfection.*

I.—*Importation and Transit.*

The only susceptible goods or merchandize the importation of which may be prohibited are:—

1. Body linen, rags (“hardes”) and clothes which have been worn (clothing—“effets à usage”); used bedding.

When these goods are transported as luggage or on change of house (household removals), they are subject to special regulations.

2. Rags (“chiffons et drilles”).

The following may not be prohibited: (a) rags compressed by hydraulic force, transported as wholesale merchandize in bales surrounded by iron bands, and with marks and numbers showing their origin, and accepted as such by the authorities of the country of destination; (b) clean clippings (“déchets neufs”) coming directly from spinning, weaving, making up, or bleaching establishments; artificial wool (“Kunstwolle,” “shoddy”), and fresh paper shavings.

The transit of susceptible merchandize or goods, so packed that they cannot be handled on the way, shall not be prohibited.

When susceptible merchandize or goods is so transported that it cannot, in transit, have been in contact with soiled goods, its transit through a contaminated district shall not be an obstacle to its entry into the country of destination.

The importation of susceptible merchandize and goods shall not be prohibited, if it is proved to the authorities of the country of destination that such merchandize or goods were dispatched five days at least before the beginning of the epidemic.

Merchandize may not be retained in quarantine at land frontiers. Prohibition, pure and simple, or disinfection, are the only measures which may be taken.

II.—*Disinfection.*

Luggage.—Disinfection is obligatory for dirty linen, rags (“hardes”), clothes, and other goods, forming part of luggage or furniture (household removals), coming from a district declared to be contaminated, which luggage, &c., the local Sanitary authority may consider to be contaminated.

Merchandize.—Disinfection shall only be applied to such

merchandize and goods as the local Sanitary authority may consider contaminated, or to such merchandize and goods as might [otherwise] be prohibited from importation.

The authorities of the country of destination shall settle the mode and place of disinfection.

Disinfection shall be carried out in such a manner as to damage goods as little as possible.

It is left to each State to settle the question of compensation due in consequence of disinfection.

Letters and correspondence, printed matter, books, newspapers, business documents, &c. (not including postal parcels), are not subject to any restriction or disinfection.

Chapter V.—*Mesures at Land Frontiers. Railways. Travellers.*

Passenger, postal and goods rolling stock shall not be detained at the frontiers.

If a carriage is soiled, it shall be detached from the train in order to be disinfected, either at the frontier, or at the nearest stopping station, if possible.

Goods rolling stock shall be treated in the same manner.

There shall be no land quarantines.

Persons suffering from cholera, and those having cholera-like symptoms, may alone be detained.

The railway staff should maintain a watch on travellers' health.

Medical intervention shall be limited to an inspection of the travellers, and to the care of the sick.

It would be most useful to submit travellers coming from a contaminated place to supervision during five days from the date of departure, when they reach their destination.

Regulations respecting the passage of the frontier by the staff of the Railway and Postal Administrations shall be settled by the authorities interested. The Regulations shall be arranged so as not to interfere with the Services concerned.

The Governments reserve power to take special measures in the case of certain categories of persons, namely:—

(a.) Gipsies and vagrants.

(b.) Emigrants, and persons passing the frontier in numbers.

Chapter VI.—*Special Regulations for Frontier Zones.*

The regulation of the frontier traffic, and of the questions involved by that traffic, as well as the adoption of exceptional measures of supervision, shall be settled by special arrangements between the frontier States.

Chapter VII.—*River Traffic. Rivers, Canals, and Lakes.*

The Sanitary Regulations for river traffic shall be settled by special arrangements between the Governments of the riparian States.

The German Regulations issued in 1892, which produced good results, are recommended [as a model].

Chapter VIII.—*Maritime Part.—Measures to be taken in Ports.*

A ship having cholera on board, or having had fresh cases of cholera on board, within seven days, is an *infected* ship.

A ship having had cases of cholera on board at the time of departure or during the passage, but no fresh case within seven days, is a *suspected* ship.

A ship having had neither a death from, nor a case of, cholera on board, before departure, during the passage, or on arrival, even though she come from an infected port, is a *healthy* ship.

Infected ships are subject to the following treatment :—

1. The sick are immediately disembarked and isolated.
2. The remaining persons on board are also to be disembarked, if possible, and to be submitted to an observation, the duration of which shall vary according to the sanitary condition of the ship and the date of the last case, but such observation shall not exceed five days.

3. Dirty linen, clothing (“*effets à usage*”), and goods belonging to the crew and passengers, which, in the opinion of the port Sanitary authority, are held to be contaminated, shall be disinfected, as well as the ship, or only the part of the ship which has been contaminated.

Suspected ships are subject to the following measures :—

1. Medical inspection.
2. Disinfection; dirty linen, clothing (“*effets à usage*”), and goods belonging to the crew and passengers, which, in the opinion of the local Sanitary authority, are held to be contaminated, shall be disinfected.
3. Evacuation of the bilge after disinfection, and substitution of good drinking water for that which is on board.

It is recommended that the crew and the passengers be subject, for five days after the arrival of the ship, to supervision as regards their health.

It is also recommended that the crew and passengers do not disembark except on business.

Healthy ships are immediately admitted to free pratique, whatever may be the nature of their bill of health.

The only treatment to which they may be subjected by the authorities of the port of arrival consists in the measures applicable to suspected ships (medical inspection, disinfection, evacuation of

the bilge and substitution of good drinking-water for that which is on board).

It is recommended that the crew and the passengers be subject, for five days after the date on which the ship left the contaminated port, to supervision as regards their health.

It is also recommended that the crew and passengers do not disembark except on business.

It is understood that the competent authority of the port of arrival may require a certificate to show that no case of cholera occurred on board at the port of departure.

In applying these measures, the competent authority of the port shall make due allowance for the presence on board ships of the three above-mentioned classes of a doctor and disinfecting apparatus ("étuve").

Special measures may be taken with regard to crowded ships, particularly in the case of any ship in a bad sanitary condition.

So far as regards disinfection, prohibitions of importation, transit, and quarantine, merchandize arriving by sea may not be treated otherwise than merchandize arriving by land. (See Chapter IV.)

If a ship is unwilling to submit to the obligations imposed by the authority of the port, she shall be free to put to sea again.

Such a ship may disembark her merchandize after the necessary precautions have been taken, namely:—

1. Isolation of the ship, crew, and passengers.
2. Evacuation of the bilge after disinfection.
3. Substitution of good drinking water for the water stored on board.

She may also be allowed to disembark such passengers as ask to be disembarked, provided they submit to the measures prescribed by the local authorities.

Every country shall furnish one of the ports on the shores of each of its seas with the organization and appliances required for receiving any ship, whatever be its sanitary condition.

Coasting ships will form the subject of special Regulations to be established under common agreement between the interested countries.

The President:
(Signed) Comte CHS. DE DÖNHOF.

True copy:
The Secretaries:
(Signed) Baron DE FRIESEN.
MAX STAVIE.
HENRY ALLIZÉ.
Comte N. SZÉCSEN.
Comte E. D'ARCO VALLEY.

Annex II.

Measures to be taken with regard to Ships coming from a contaminated Port and sailing up the Danube.

Until the town of Sulina is supplied with good drinking-water, ships going up the river shall be maintained in a severely hygienic condition.

Any crowding of passengers shall be strictly prohibited.

I.—Measures to be taken at Sulina.

Ships entering Roumania by the Danube shall be detained until the medical visit and the operations of disinfection have been carried out.

Ships arriving at Sulina must, before going up the Danube, undergo one or more careful medical visits by day. Each morning, at a fixed hour, the doctor shall satisfy himself as to the health of every one on board, and shall not let the ship enter the Danube unless he finds that all are perfectly well. He will deliver to the master a sanitary passport or patent, or certificate, which shall be demanded at the subsequent stopping places.

There shall be a medical visit every day. The stay of non-infected ships at Sulina shall not exceed three days. Contaminated linen shall be disinfected on arrival,

Drinking-water of good quality shall be supplied in the place of any doubtful water which may be on board.

The bilge water shall be disinfected.

The above-mentioned measures shall only be applied to ships from ports where there is a cholera focus.

It is understood that a ship from a non-contaminated port—that is to say, from a port where there is no cholera focus—may, in order not to be liable to the above-mentioned restrictions, refuse to embark passengers from a contaminated port.

The sanitary establishment at Sulina should be improved, and should be furnished with modern appliances for disinfection, and should be so completed that the sick from an infected ship may be disembarked and isolated, as also the other passengers.

II.—Measures to be taken on the Banks of the River.

Minor sanitary stations shall be established on the banks of the river so that any sick on board may be landed; these stations shall be provided with good drinking water and with the necessary means of disinfection. An understanding should be come to on this matter between the Russian Government and the Roumanian Government.

A doctor shall be attached to each sanitary station or to each important stopping place.

A properly isolated room shall be prepared at each station.

All the ships shall be medically visited on passing these stations. If there are sick persons on board, or persons suspected of being sick, they shall be disembarked and isolated.

The remaining persons shall also be disembarked and isolated for five days.

The cabins, berths, and other contaminated parts [of the ship], soiled linen, rags ["hardes"], and other things shall be disinfected; the bilge hold shall be similarly treated; good drinking water shall be substituted for the doubtful water on board.

In the case of ships on board of which there are neither sick persons nor persons suspected of being sick, the latrines and the bilge hold shall be disinfected and good drinking water shall be substituted for any drinking water on board which may be bad.

After the medical visit there shall be given to the master or head of the crew a certificate showing what precautions and what measures of disinfection have been taken; this certificate shall also show the number of passengers and of persons forming the crew.

This certificate must be shown at the different stations.

When the ship enters another district, she shall be again medically visited.

The bilge hold shall be again disinfected unless the water in it contains mercury or lime in a distinctly alkaline state.

The President:

(Signed) Comte CHS. DE DÖNHOF.

True copy:

The Secretaries:

(Signed)

Baron DE FRIESEN.

MAX STÄVIE.

HENRY ALLIZÉ.

Comte N. SZÉCSEN.

Comte E. D'ARCO VALLEY.

PROTOCOLE D'ADHÉSION.

La Conférence Sanitaire Internationale de Dresde, lors de la signature de la Convention dans la séance du 15 Avril, 1893, a décidé qu'un Protocole d'Adhésion resterait couvert pour les Puissances dont les Représentants n'ont pas été à même de signer cette Convention.

En conséquence, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, désirant faire usage de cette faculté, a nommé Plénipotentiaires :

Mr. Strachey, son Ministre Résident à Dresde ;
 M. le Dr. Thorne Thorne, C.B., Chef de la Section Médicale du
 Local Government Board à Londres ;
 Mr. H. Farnall, C.M.G., Secrétaire au Foreign Office à
 Londres ;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs trouvés en
 bonne et due forme, ont déclaré ce qui suit :—

Le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande adhère à
 la Convention Sanitaire Internationale, conclue à Dresde le
 15 Avril, 1893, et à ses Annexes, sous la réserve toutefois que,
 dans le Royaume-Uni, les personnes bien portantes qui arrivent à
 bord d'un navire infecté ne soient pas soumises à une observation,
 mais seulement à une surveillance médicale dans leur domicile.

Le Secrétaire d'État au Département Impérial Allemand des
 Affaires Étrangères M. le Baron Marschall de Bieberstein, accepte
 au nom des Puissances Signataires de la Convention, cette Déclara-
 tion d'Adhésion et constate en même temps que les Gouvernements
 Signataires ont consenti à la réserve faite ci-dessus.

En foi de quoi le présent Protocole a été dressé à ^{Londres}/_{Berlin},
 le 1^{er}/₃ Juillet, 1893.

(Signé) G. STRACHEY.
 R. THORNE THORNE.
 H. FARNALL.
 Baron MARSCHALL.

(Translation.)

PROTOCOL OF ADHESION.

THE International Sanitary Conference of Dresden decided, on
 signing the Convention during the meeting of the 15th April,
 1893, that a Protocol of Adhesion should be accessible to the
 Powers whose Representatives were not then able to sign that
 Convention.

Therefore, Her Majesty the Queen of the United Kingdom of
 Great Britain and Ireland, desirous of making use of the powers so
 reserved, has named as Plenipotentiaries :

Mr. Strachey, her Minister Resident at Dresden ; Dr. Thorne
 Thorne, C.B., Principal Medical Officer to the Local Government
 Board in London ; and Mr. H. Farnall, C.M.G., a Clerk in the
 Foreign Office in London,

Who, after having deposited their full powers, found in good
 and proper form, have declared as follows :—

The United Kingdom of Great Britain and Ireland accedes to
 the International Sanitary Convention concluded at Dresden on
 the 15th April, 1893, and to the Annexes thereto, with the
 reservation that in the United Kingdom healthy persons from
 infected ships shall not be subjected to observation, but only to
 medical supervision in their own homes.

Baron Marschall von Bieberstein, Secretary of State in the Imperial German Department for Foreign Affairs, accepts this declaration of adhesion in the name of the Powers that have signed the Convention, and records at the same time that the Signatory Governments allow the above-stated reservation.

In faith whereof the present Protocol has been prepared in
London
Berlin, the 1st/₅th July, 1893.

(Signed)

G. STRACHEY.
 R. THORNE THORNE.
 H. FARNALL.
 Baron MARSCHALL.

Procès-Verbal.

LE délai prévu pour le dépôt des ratifications dans l'Article IV de la Convention Sanitaire de Dresde du 15 Avril, 1893, ayant du être prolongé, les Soussignés, savoir : son Excellence M. le Baron Marschall de Bieberstein, Secrétaire d'État au Département des Affaires Étrangères d'Allemagne ; son Excellence M. de Szögyény-Marich, Ambassadeur d'Autriche-Hongrie ; M. le Baron Greindl, Ministre de Belgique ; son Excellence M. Herbette, Ambassadeur de France ; son Excellence Sir Edward Malet, Ambassadeur de la Grande-Bretagne et d'Irlande ; son Excellence M. le Comte Lanza, Ambassadeur d'Italie ; M. le Comte de Villers, Chargé d'Affaires de Luxembourg ; son Excellence M. le Comte Schouvaloff, Ambassadeur de Russie ; M. le Colonel Dr. Roth, Ministre de la Confédération Suisse ; se sont réunis aujourd'hui, au Département des Affaires Étrangères à Berlin, à l'effet d'accomplir les formalités du dépôt des ratifications de la dite Convention et du Protocole du 13 (15) Juillet, 1893, concernant l'adhésion du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

Ont été présentées et reconnues en bonne et due forme les ratifications de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse ; de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, &c., &c., et Roi Apostolique de Hongrie ; de Sa Majesté le Roi des Belges ; du Président de la République Française ; de Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande ; de Sa Majesté le Roi d'Italie ; de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg ; de Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies ; et du Conseil Fédéral Suisse.

Il a été constaté que le Monténégro s'est décidé à s'abstenir de la ratification.

Le Gouvernement des Pays-Bas n'étant à même de ratifier la Convention que plus tard, les Soussignés prient le Gouvernement Impérial Allemand de se charger de la réception de la ratification des Pays-Bas, et d'en donner connaissance par une lettre circulaire aux États intéressés.

Il est bien entendu que le délai de cinq ans fixé par l'Article-IV pour la durée de la Convention datera du jour de la signature du présent procès-verbal.

En foi de quoi les Soussignés ont dressé le présent procès-verbal dont l'exemplaire unique reste aux archives du Département des Affaires Étrangères à Berlin, par les soins duquel une copie certifiée en sera délivrée à chacune des Hautes Parties Signataires.

Fait à Berlin, le 1^{er} Février, 1894.

(Signé)

Baron DE MARSCHALL.
SZÖGYÉNY.

GREINDL.

JULES HERBETTE.

EDWARD B. MALET.

C. LANZA.

H. DE VILLERS.

Comte PAUL SCHOUVALOFF.

ROTH.

(Translation.)

It having been found necessary to prolong the limit of time for the deposit of the ratifications assigned in Article IV of the Sanitary Convention of the 15th April, 1893, the Undersigned, that is to say: his Excellency Baron Marschall de Bieberstein, Secretary of State at the German Department for Foreign Affairs; his Excellency M. de Szögyény-Marich, Ambassador of Austria-Hungary; Baron Greindl, Minister of Belgium; his Excellency M. Herbette, Ambassador of France; his Excellency Sir Edward Malet, Ambassador of Great Britain and Ireland; his Excellency Count Lanza, Ambassador of Italy; Count de Villers, Chargé d'Affaires of Luxemburg; his Excellency Count Schouvaloff, Ambassador of Russia; Colonel Dr. Roth, Minister of the Swiss Confederation, have assembled to-day at the Department for Foreign Affairs at Berlin, in order to carry out the necessary formalities with reference to the deposit of the ratifications of the aforesaid Convention, and of the Protocol of the 13th (15th) July, 1893, respecting the adhesion of the United Kingdom of Great Britain and Ireland.

The ratifications of the Emperor of Germany, King of Prussia; of His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, &c., and Apostolic King of Hungary; of His Majesty the King of the Belgians; of the President of the French Republic; of Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland; of His Majesty the King of Italy; of His Royal Highness the Duke of Luxemburg; of His Majesty the Emperor of All the Russias; and of the Swiss Federal Council; have been presented and found in due and proper form.

It has been recorded that Montenegro has decided to abstain from ratifying the Convention.

The Netherland Government being unable to ratify it until later, the Undersigned request the German Imperial Government to receive the ratification of the Netherlands and to notify it by a Circular letter to the countries interested.

It is understood that the limit of five years fixed by Article IV for the duration of the Convention shall date from the signature of the present *procès-verbal*.

In faith whereof the Undersigned have drawn up the present *procès-verbal*, of which the original copy shall remain in the archives of the Berlin Foreign Office, whence a certified copy shall be delivered to each of the High Contracting Parties.

Done at Berlin, the 1st day of February, 1894.

(Signed)

Baron DE MARSCHALL.

SZÖGYÉNY.

GREINDL.

JULES HERBETTE.

EDWARD B. MALET.

C. LANZA.

H. DE VILLERS.

Comte PAUL SCHOUVALOFF.

ROTH.
